



LICENCE EN DROIT – 3ème ANNEE

SESSION DE RATTRAPAGE DU SEMESTRE 5

GROUPE DE COURS N° 3

MATIERES RENFORCEES

**DROIT DU TRAVAIL 1
DROIT EUROPEEN MATERIEL
DROIT DES GROUPEMENTS ET DES SOCIETES 1
DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES 1**

**MERCREDI 21 JUIN 2017
de 14h à 15h30**

Durée de l'épreuve : 1h30

SUJETS

AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISÉ

➤ **DROIT DU TRAVAIL 1 :**

Résoudre les cas pratiques suivants :

1° Monsieur Rodriguez est gérant d'une entreprise de fournitures de matériel de bureau qui compte à ce jour 32 salariés. En raison de la perte d'un important client, l'entreprise connaît des difficultés financières. Aussi, M. Rodriguez entend réduire certaines dépenses. A cet égard, lors de la dernière réunion avec l'ensemble du personnel, il a été convenu de la suppression du versement de la prime de fin d'année dès le 1^{er} décembre 2017. Le délégué du personnel conteste cette suppression. M. Rodriguez vous demande si cette contestation peut aboutir.

2° Mme Bella, directrice de l'agence de Montauban pour le compte de la société « Ecoclean » souhaite mettre un terme au contrat à durée déterminée de Mlle Brun en raison de sa mauvaise humeur quotidienne et de son manque de ponctualité, et ce sans attendre l'arrivée du terme du contrat fixé au 16 juin 2017. Le peut-elle ?

➤ **DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES 1 :**

Les principes directeurs de la Convention européenne des droits de l'homme.

➤ DROIT DES GROUPEMENTS ET DES SOCIÉTÉS 1 :

Veillez traiter le sujet suivant :

Monsieur Martin entend constituer avec trois de ses autres enfants une société civile dont l'objet est la gestion d'un patrimoine immobilier. La société serait constituée par l'apport d'un bien lui appartenant, certaines parts sociales seraient immédiatement données à ces enfants. Pour favoriser ceux-ci, il souhaiterait intégrer dans les statuts une clause de répartition inégale des bénéfices pour une durée de cinq ans.

Monsieur vous pose les questions suivantes :

- a) une telle clause peut-elle constituer une clause léonine ?
- b) s'il donnait, en plus de la pleine propriété de certaines parts, la nue-propriété de toutes les autres à ses enfants, qui disposerait des droits de vote ?

➤ DROIT EUROPÉEN MATÉRIEL :

Vous disposez d'1 heure 30 pour répondre -de manière organisée, claire et rigoureuse- aux 2 questions suivantes... dans l'ordre que vous souhaitez.

1. Votre chef de service vous consulte au sujet de l'un de ses amis qui est un avocat italien, Maître Palabro. Marié à une française, il veut rejoindre son épouse en France et y poursuivre son activité professionnelle ; dans cette perspective, il souhaiterait obtenir plusieurs précisions.

Sous quelle (s) forme(s) pourra-t-il exercer sa profession en France en vertu du droit de l'Union pertinent (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et droit dérivé) ? Par ailleurs, doit-il se soumettre à un stage ou à un test de connaissances professionnelles et/ou linguistiques préalablement à l'exercice de son activité en France ?

(8 points)

2. C'est cette fois la société anglaise *Europoint* qui vous informe de la situation à laquelle elle est confrontée sur le marché allemand des DVD : il y a quelques mois en effet, les autorités allemandes ont décidé d'imposer une taxe forfaitaire sur tous les DVD, qu'ils soient nationaux comme importés. Elles ont expliqué, d'une part que cette taxe faisait partie intégrante du système fiscal national -pour la définition duquel elles estiment qu'elles sont seules compétentes-, et d'autre part que cette taxe n'avait absolument aucun effet discriminatoire.

Après enquête, la société *Europoint* s'est cependant aperçue que l'Allemagne produisait très peu de DVD mais en importait une quantité très importante de plusieurs pays de l'Union européenne...

Au regard du droit de l'Union européenne, quelle est la nature juridique d'une telle taxe, et cette taxe est-elle licite ? Dans la négative, la société *Europoint* peut-elle obtenir le remboursement des sommes qu'elle a acquittées à tort et, si oui, dans quelles conditions ?

(12 points)